



N° 88 Novembre - November 2014

BELGIQUE : DOSSIER SOCIO-POLITIQUE

Point de départ

En Belgique un gouvernement de droite, Michel I, essaie de gouverner. L'accord entre les partis et le programme du nouveau gouvernement à peine connus, les syndicats, la gauche et la droite confondues, se soulèvent et lancent un programme d'action. Le 6 novembre 2014 une première manifestation nationale paralyse Bruxelles.¹ Des grèves provinciales sont déjà décidées pour les lundis 24 novembre, 1^{er} et 8 décembre, suivies d'une grève nationale le 15.

La doctrine sociale de l'Eglise, basée sur la Bonne Nouvelle. Flashes.

*"Il s'agit d'aimer Dieu qui règne dans le monde. Dans la mesure où il réussira à régner parmi nous, la vie sociale sera un espace de fraternité, de justice, de paix, de dignité pour tous."*²

*"Alors que les gains d'un petit nombre s'accroissent exponentiellement, ceux de la majorité se situent d'une façon toujours plus éloignée du bien-être de cette heureuse minorité. Ce déséquilibre procède d'idéologies qui défendent l'autonomie absolue des marchés et de la spéculation financière./.../ S'ajoutent à tout cela une corruption ramifiée et une évasion fiscale égoïste qui ont atteint des dimensions mondiales"*³

*"L'argent doit servir et non pas gouverner! /.../ Je vous exhorte à la solidarité désintéressée et à un retour de l'économie et de la finance à une éthique en faveur de l'être humain."*⁴

*"Tant que ne s'éliminent pas l'exclusion sociale et la disparité sociale, dans la société et entre les divers peuples, il sera impossible d'éradiquer la violence."*⁵

¹ Il est évident que les actes de violence contre les forces de l'ordre et les actes de vandalisme, perpétrés par des casseurs sont totalement inadmissibles et furent d'ailleurs désapprouvés par les organisateurs.

² Pape François, *Evangelii gaudium*, n° 180

³ Idem n° 56

⁴ Idem n° 58

⁵ Idem n° 59

"{Jésus} ne fait que lutter contre les idoles qui s'opposent à ce Dieu de la vie, et qui sont des divinités de la mort. Des idoles comme l'argent ou le pouvoir, qui déshumanisent ceux qui leur rendent un culte et exigent des victimes pour pouvoir subsister."⁶

"Jésus se différencie des riches et des puissants, qui engendrent la faim et la misère, et se solidarise avec les déshérités. Les riches ont creusé un fossé entre eux et les pauvres. Ils sont le grand obstacle qui interdit une cohabitation plus juste. Leur richesse n'est pas le signe d'une bénédiction de Dieu, car elle s'accroît aux dépens de la souffrance et de la mort des plus faibles. Jésus n'en doute absolument pas : la misère est contraire aux plans de Dieu. Le Père ne veut pas que l'on introduise la mort parmi ses fils et ses filles. Seule une vie digne pour tous peut correspondre à sa volonté initiale."⁷

*"Le mot solidarité est un peu usé et, parfois, on l'interprète mal, mais il désigne beaucoup plus que quelques actes sporadiques de générosité. Il demande de créer une nouvelle mentalité qui pense en termes de communauté, de priorité de la vie de tous sur l'appropriation des biens par quelques-uns."*⁸

*"La possession privée des biens se justifie pour les garder et les accroître de manière à ce qu'ils servent mieux le bien commun, c'est pourquoi la solidarité doit être vécue comme la décision de rendre au pauvre ce qui lui revient. Ces convictions et pratiques de solidarité, quand elles prennent chair, ouvrent la route à d'autres transformations structurelles et les rendent possibles."*⁹

*"Que ton règne vienne. /.../ Si tu règnes, les riches ne régneront plus sur les pauvres, les puissants n'abuseront plus des faibles; les hommes ne domineront plus les femmes. Si tu règnes, on ne pourra donner à aucun César ce qui est à toi; personne ne vivra en te servant et en servant l'Argent à la fois."*¹⁰

L'analyse de la situation par les syndicats

Tous les citoyens savaient que la crise économique mondiale allait imposer des restrictions. Dans l'analyse du programme gouvernemental, les syndicats constatent que toutes les coupes budgétaires et tous efforts économiques prévus seront à supporter par les travailleurs qui connaîtront une baisse de leur pouvoir d'achat, alors qu'il n'est pas question de taxer davantage les revenus du capital (à part la taxe Caïman ou taxe de transparence, solution jugée incertaine).

Le sens de la justice pousse le monde des ouvriers et des employés à se révolter contre une politique qui semble avantager les détenteurs de l'Argent et du Pouvoir.

Réactions des politiques

Après l'impressionnante manifestation du 6 novembre (plus de 120.000 personnes dans les rues de Bruxelles), les réactions politiques n'ont pas tardé, surtout qu'au même moment, grâce aux fameux *Luxleaks*, le grand public prit connaissance des centaines d'accords conclus au Grand-Duché du Luxembourg en faveur de grandes entreprises et de familles riches, leur permettant d'éviter 'légalement' de payer des impôts à l'Etat belge.

Le 10 novembre, l'ex-premier ministre Yves Leterme (CD&V) souligne la nécessité d'un *tax shift* (glissement de la taxation vers d'autres revenus que le travail): *"Le travail doit être moins imposé, et cela*

⁶ *Jésus, approche historique*, J. A. Pagola, Cerf, 2013, p.337

⁷ Idem p.337

⁸ Pape François, *Evangelii gaudium*, n° 188

⁹ Idem n° 189

¹⁰ *Jésus, approche historique*, J. A. Pagola, Cerf, 2013, p.341

vaut aussi bien pour le patronat que pour le salariat".¹¹ Kris Peeters (CD&V) déclare à la télévision¹²: "*Les gens attendent que nous demandions très clairement un effort à la fortune*". Le CD&V - parti du centre droit – subit, en effet, d'énormes pressions de sa base, fort sensible au fait que les salariés et les assistés sociaux écotent tandis que les fortunés restent hors d'atteinte. En plus, Kris Peeters n'étant pas premier ministre, son parti a les mains libres au sein du gouvernement. Ils sont donc gagnés pour une autre répartition des charges.

Dès le 12 novembre les libéraux francophones parlent ouvertement de la possibilité d'une forme d'impôt sur la fortune.

Le 13 novembre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹³ conseille à la Belgique d'opérer un glissement des impositions en direction de la consommation, de la pollution et...des revenus du capital¹⁴.

Interrogé à la Chambre, le ministre des Finances Van Overtveldt (N-VA) affirme que la question d'un *tax shift* devait être examinée, et que cela se ferait au gouvernement, conformément à l'accord de la majorité. Celui-ci affirme en effet que "*la répartition de la pression fiscale est déséquilibrée entre les revenus du travail, d'une part, et les autres revenus, d'autre part*". Le chef de groupe N-VA, Hendrik Vuye, a ajouté que, pour son parti, il ne pouvait s'agir que d'un *tax shift*, "*et non d'un tax lift*" (une augmentation de la fiscalité). "*On peut avoir une discussion sur une taxation des revenus du capital, à condition que cela ne touche ni les petits épargnants ni la classe moyenne. Et si l'on rouvre l'accord de gouvernement, nous remettrons également des points socio-économiques sur la table*". Une manière de faire comprendre au CD&V que si la N-VA devait accepter d'avancer sur cette question, elle viendrait, elle aussi, avec de nouvelles revendications.¹⁵

Mardi 18 novembre ce fut le tour du premier ministre Charles Michel de passer devant la commission de la Chambre. Il a essayé de mettre de l'ordre dans les déclarations de ses ministres, sans trop y parvenir. Il disait en substance: "Tout se trouve dans l'accord du gouvernement. Chacun des ministres a délivré le même message, chacun, il est vrai, avec ses mots à lui, utilisant un vocabulaire différent. Le but reste de déplacer la charge fiscale, de l'éloigner des salaires." Tout resta au niveau des intentions...

Faisons le point

Les réactions des syndicats et donc de la base ont manifestement ébranlé le gouvernement. Les partis au pouvoir chercheront certainement comment tenir compte de leurs revendications. La N-VA et surtout l'Open VLD sont les plus difficiles à convaincre. Mais il est évident qu'il s'agit, à ce stade, uniquement d'ouverture et de promesses assez vagues, obligeant les syndicats à continuer à mettre la pression. Ce qu'ils feront en maintenant les grèves annoncées (et malgré toutes les objections que l'on puisse formuler à leur sujet)..

Quelques questions de fond

La justesse de la position des syndicats

Analysant la position des syndicats, elle est sans conteste plus proche des valeurs évangéliques et du Discours social de l'Eglise que le programme initial du gouvernement. Que communistes et socialistes aient les mêmes positions fondamentales que les démocrates chrétiens ne doit guère nous étonner : Engels, Marx et Lénine plongeaient eux aussi leurs racines dans la civilisation occidentale et ses solides bases chrétiennes.

¹¹ Interview à *De Tijd*

¹² VRT "De Zevende Dag"

¹³ OESO en néerlandais

¹⁴ Un expert-comptable de l'IEC, Stefan Lammens, fait remarquer qu'il existe déjà dans notre pays plusieurs impôts sur le capital: le précompte immobilier, les droits d'enregistrement, les droits de successions, la taxe boursière... (Express.be du 14 novembre 2014)

¹⁵ La Libre Belgique du 14-11-2014

En général, c'est-à-dire sans entrer dans les détails de leurs revendications, la prise de position des syndicats est juste et droite, voire même admirable. Je regrette seulement qu'ils n'aient pas toujours l'autorité nécessaire pour maintenir une certaine discipline parmi leurs membres.

L'ambiguïté du CD&V

Les socio-démocrates chrétiens se reconnaissent dans les valeurs chrétiennes. Ils ont explicitement gardé le "C" de chrétien¹⁶. On ne peut en dire autant de l'ancien PSC (Parti Social Chrétien), car à la création du CDH (Centre démocrate humaniste) la référence chrétienne fut explicitement abandonnée¹⁷.

Il est difficile à dire ce qui dans les négociations gouvernementales ait prédominé du côté du CD&V, les valeurs qu'ils défendent (et donc une juste répartition des charges) ou la volonté de faire coûte que coûte partie de la coalition. Le fait est qu'ils ont signé comme les autres partis un programme déséquilibré sur le plan social. Mais peut-être était-ce pour eux une partie de poker, qu'ils ont finalement gagnée, se rendant, au sein du gouvernement, dorénavant incontournable dans le domaine social.

Une question me poursuit : **quelle influence le Discours social de l'Eglise et les réflexions socio-économiques du pape François ont-ils sur nos politiciens et nos syndicalistes chrétiens (peu importe leurs appartenance politique) ?**

L'Eglise qui est en Belgique

Une autre question me turlupine : **Pourquoi les évêques de Belgique n'ont-ils pas profité, lors des dernières élections ou pendant les difficiles pourparlers en vue de la formation du gouvernement, pour attirer l'attention sur les valeurs fondamentales à respecter ?** La crise n'est-elle pas un signe des temps à discerner? Nous savons, nous chrétiens, que tous les êtres humains sont frères et sœurs, qu'il n'y a qu'une voie de salut : se parler, s'écouter, s'entendre, s'entraider, partager... nous aimer les uns les autres. Nous pourrions afficher nos convictions plus clairement et plus souvent, non?

Une vision

Peut-être que tout se résume en un manque de vision. Le Discours social de l'Eglise donne une vision positive et exaltante de l'avenir de l'humanité, que nous appelons le Royaume de Dieu. Les voies et moyens pour y parvenir sont indiqués et connus.

C'est une vision analogue que je voudrais retrouver en politique. Le court terme y occupe trop de place. Est-ce utopique?

Jef Vleugels

¹⁶ CD&V is een partij die gegroeid is uit **christelijke wortels**. Met te stellen dat de christelijke waarden vandaag gelden als algemeen geldende waarden, gaf het *Kerstprogramma (1945)* reeds aan dat de partij niet gebonden is aan een religie of confessie, maar zich met haar naam uitdrukkelijk verbonden blijft voelen met die *roots*. In trouw daaraan positioneert CD&V zich op levensbeschouwelijk vlak als een partij die religies en confessies respecteert in hun eigenheid.

¹⁷ Le 18 mai [2002](#), au terme d'un long processus de discussion mené par Joëlle Milquet dans tous les arrondissements, le congrès du PSC a adopté les nouveaux statuts et la nouvelle dénomination du parti : **Centre démocrate humaniste (CDH)**. À la suite de l'abandon explicite de la référence chrétienne et à l'adoption d'une politique plutôt marquée à gauche, certains de ses membres fondèrent un nouveau parti : les Chrétiens démocrates francophones (*CDF*) devenus [Chrétiens démocrates fédéraux](#).

Meditatief gebed van paus Franciscus in Yad Vashem

Jeruzalem. 26 mei 2014

vertaling uit het Italiaans: Marcel De Pauw msc

"Adam, waar ben je?" (Genesis 3,9)

Waar ben je? Waar ben je geëindigd?

Op deze plaats, het memoriaal van de Shoah, horen we deze vraag van God weerklinken:

"Adam, waar ben je?"

In deze vraag klinkt heel het verdriet van de Vader die de zoon verloren heeft.

De Vader kende het risico van de vrijheid; Hij wist dat de zoon zou kunnen mislopen ... maar waarschijnlijk kon zelfs de Vader een dergelijke val, een dergelijke afgrond niet vermoeden!

Die kreet "Waar ben je?" weerklinkt hier,

in het aanschijn van die onmetelijke tragedie van de Holocaust,

als een stem die opgeslokt wordt in een bodemloze afgrond ...

Mens, wie ben je? Ik herken je niet meer.

Wie ben je, mens? Wie ben je geworden?

Tot welke gruwel ben je bekwaam?

Wat heeft je zo laag doen vallen?

Het is niet het stof waaruit je gemaakt bent.

Het stof der aarde is goed,

werk van mijn handen.

Het is niet de levenslucht die ik in je neus geblazen heb.

Die adem komt van mij en is goed (Gn 2,7).

Neen, deze afgrond kan niet alleen jouw werk zijn,

het werk van je handen, van je hart...

Wie heeft je bedorven? Wie heeft je misvormd?

Wie heeft je besmet met de verwaandheid je van goed en kwaad meester te maken?

Wie heeft je overtuigd dat je god was?

Je hebt niet slechts je broeders gemarteld en gedood,

maar je hebt ze aan jezelf geofferd,

want je hebt jezelf tot god gemaakt.

Vandaag horen we opnieuw de stem van God:

"Adam, waar ben je?"

Uit de aarde stijgt een onderdrukte zucht op: Erbarm U over ons, Heer!

Van U, Heer onze God, is de gerechtigheid,

van ons de schande op het gelaat,

de schaamte (Baruch 1,15).

Een onheil heeft ons getroffen zoals nooit onder het hemelgewelf geschied was (Bar 2,2).

Luister nu, Heer, naar ons gebed, hoor onze smeekbede,
red ons omwille van uw erbarmen.

Bevrijd ons van deze monsterachtigheid.

Almachtige Heer, een ziel vol angst roept tot U. Luister Heer, ontferm U!

We hebben tegen U gezondigd. U troont eeuwig (Bar 3,1-2).

Gedenk ons in uw barmhartigheid.

Geef ons de genade ons te schamen
over wat wij, als mensen, in staat waren te doen,
ons te schamen over de grootste afgoderij,
over het misprijzen en de vernietiging van ons vlees
dat U uit het slijk geboetseerd hebt
en met uw adem tot leven hebt gewekt.

Nooit meer, Heer, nooit meer!

"Adam, waar ben je?"

Zie ons hier, Heer, met de schaamte om wat de mens,
geschapen naar uw beeld en gelijkenis, in staat was aan te richten.

Gedenk ons in uw barmhartigheid."

"Stop haat, praat! Vierend & bezinnend", Vredesweek 2014, Pax Christi Vlaanderen, blz.50-51